

Occupation anarchique des logements sociaux d'Angondjé et de Bikélé

Les forces de l'ordre passent à l'action !

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

APRÈS l'ultimatum lancé le 5 juillet aux occupants illégaux des quelque 500 logements déjà attribués dans les zones d'Angondjé et de Bikélé, le gouvernement vient de passer à l'action. Selon les informations confirmées par le ministre de l'Urbanisme, une escouade des forces de police et de défense assistée par les éléments

des services techniques de l'Habitat et de la Société nationale du Logement social (SNLS) a procédé, le lundi 11 juillet courant, au déguerpissement manu militari des premiers squatters de la zone de Bikélé. Le mardi 12 juillet, le ministre du Logement Désiré Guédon s'est rendu dans la zone d'Angondjé, afin de rassurer les autres « vrais » propriétaires qu'ils rentreront également dans leurs droits, car l'opération va se poursuivre sur ce site.



Photo : F.A.

Les forces de l'ordre en action sur le site de Bikélé suite à l'occupation anarchique des logements sociaux d'Angondjé et de Bikélé.

« Vous qui avez bénéficié de ces maisons, vous allez rentrer dans vos droits. Ceux qui ont acheté les maisons, les auront. Les personnes qui se sont installées de façon frauduleuse seront déguerpies, parce qu'elles sont en situation irrégulière », a indiqué le ministre Guédon. Le membre du gouvernement a, par ailleurs, confirmé que des poursuites judiciaires seront lancées à l'encontre de tous ces occupants illégaux.

Désiré Guédon insiste sur le dialogue avant le recours à la force

AJT
Libreville/Gabon

... **JUSQUE-là**, nous avons fait preuve de beaucoup de pédagogie, en demandant simplement (aux occupants illégaux) de sortir de ces maisons qui appartiennent à d'autres Gabonais, de la même manière qu'ils y sont entrés. Nous sommes dans un pays de droit. Et je vous assure que nous allons user de toutes les procédures réglementaires et légales en vigueur pour que le droit soit maintenu. Il est hors de question de déshabiller des Gabonais pour en habiller d'autres. Chacun doit entamer la procédure normale pour signifier son besoin auprès des services compétents, afin de se voir attribuer un logement, conformément au pro-



Photo : AJT

Le ministre de l'Urbanisme et du Logement, Désiré Guédon répondant aux questions... Photo de droite :.. de la presse.



Photo : AJT

gramme d'égalité de chances que nous prônons. Parce que, autant pour Bikélé, que pour Angondjé, il y a des personnes qui sont identifiées pour y habiter". C'est le message livré hier en début d'après-midi à la presse par le ministre de l'Urbanisme et du Logement,

Désiré Guédon, au nom du gouvernement, à l'endroit des occupants illégaux des logements sociaux d'Angondjé et de Bikélé, aux fins d'interpeller une fois de plus ces squatters à libérer les maisons et de ne pas attendre le recours à la force.

Une situation qui, depuis le 8 juillet dernier, laisse paraître doutes et interrogations auprès des véritables attributaires de ces logements sociaux et des personnes en attente d'attribution de logements sur lesdits sites. C'est ainsi qu'après moult

interpellations, les squatteurs du site de Bikélé ont été contraints, le 11 juillet en cours, de libérer les logements ainsi frauduleusement occupés (lire ci-contre). Reste le site d'Angondjé, où les occupants illégaux ne répondent nullement aux

critères pour habiter ce lieu (handicapés, retraités, etc.). " Nous espérons que les occupants illégaux des maisons d'Angondjé vont entendre raison et libérer ces maisons. Nous ne voulons pas entrer dans la violence immédiatement (...)", a promis Désiré Guédon.

Vie des entreprises

Les syndicats de la Sogatra sur le terrain

F.A.
Libreville/Gabon

LES deux syndicats de la Société gabonaise de transport (Sogatra), le Syndicat national des transporteurs (Synatrat) et le Syndicat des conducteurs et techniciens de la Sogatra (Syco-tec), rencontrent, depuis la semaine dernière, les différents responsables de ladite société. Ces échanges ont pour but de ressortir les besoins, les carences et le fonctionnement des dif-

férents services. « Nous sommes les partenaires sociaux. L'exercice que nous faisons, aujourd'hui, rentre dans le cadre de nos missions. Il ne faut pas seulement se faire connaître pendant les grèves. Il est question pour nous ici, dans le souci d'améliorer nos conditions de travail et de préserver les acquis de l'entreprise, d'aller vers les chefs de service, de département afin de voir avec eux comment leurs services fonctionnent et connaître leurs difficultés



Photo : F.A.

Les deux syndicats de la Sogatra en séance de travail avec les chefs de service de l'agence Sogatra de Libreville.

quotidiennes », a expliqué le secrétaire général du Syco-tec, Cyrille Gaston Ndoudi Ledoumou. Cette démarche des syndicats de la Sogatra qui a débuté à Libreville va s'étendre, selon les syndicalistes, dans toutes les agences Sogatra à l'intérieure du pays. Au nombre des problèmes recensés à cette étape initiale, il y a le manque de matériel didactique, de bureau, de moyens, le sureffectif dans certains services et le sous-effectif dans d'autres.

Et pour être certains de recueillir les bonnes informations, les syndicalistes comptent mener une enquête auprès de l'ensemble des services de la Sogatra. Ils envisagent étendre l'exercice aux différents directeurs et responsables de services. Au sortir de ces rencontres, les partenaires sociaux devront rédiger un rapport final qui sera transmis au directeur général de la Sogatra, Patrick Assélé, pour examen et exécution.

Le monde au bout des doigts

L'investissement au cœur de rapports économiques indépendants dans plus de 30 pays.

«Des informations essentielles pour ceux qui envisagent de travailler dans le pays.»
Financial Times

THE INSIDE EDGE
www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com
@OBGinsights